

Compte-rendu de la réunion publique "grand débat" à Seyne, le vendredi 22 février 2019 de 18 à 20 h

50-60 participants, une soixantaine d'interventions.

Deux thèmes ont été envisagés, fiscalité et dépenses publiques, et organisation de l'État et services publics. Mais la réflexion sur une évolution de notre société constituant un tout, d'autres sujets ont été, ponctuellement, abordés.

Ce compte-rendu essaye de présenter l'ensemble des interventions, mais sans que cela préjuge de l'acceptation ou du rejet, par l'ensemble de l'assemblée, des avis exprimés.

Le scribe, Christophe Bonnet

Deux remarques générales

Il est quand même étrange qu'avec la pléthore de conseillers, commissions et experts qui gravitent autour d'un gouvernement, celui-ci demande aux citoyens de proposer des solutions...

Il faut se méfier des déclarations péremptoires sur les exemples "étrangers", souvent assénées comme des évidences, alors que ces exemples sont sortis de leur contexte général, ce qui en limite souvent la valeur.

Fiscalité et dépenses publiques

Travaux publics et appels d'offre

Réduire les dépenses inutiles. L'intérêt de certains grands travaux semble discutable (effet de mode, décision "politique" arrêtée en cours de route si la majorité change), quand d'autres chantiers sont mal préparés ce qui induit des dépassements des coûts prévisionnels. N'y aurait-il pas des problèmes d'ingénierie ? Par exemple, le pont du Lauzet-Ubaye où les contraintes géologiques ont été découvertes pendant l'avancement du chantier (et donc trop tard pour envisager un autre site moins problématique et donc moins coûteux).

Une solution serait une meilleure ingénierie en amont.

Les aides aux départements pour l'entretien des routes devraient tenir compte du kilométrage à entretenir et du climat plutôt que du nombre d'habitants. Un département comme les Alpes-de-Haute-Provence avec sa faible démographie et ses routes de montagnes est pénalisé par rapport à un département de plaine plus peuplé.

Comment se fait-il que les travaux publics coûtent de 40% à 100 % plus chers qu'un même chantier dans le privé ? Il faut revoir ou supprimer le système actuel d'appels d'offre. Mais pour le remplacer par quoi ? Même s'il n'est pas parfait, on ne connaît pas de meilleure solution.

Fraude, niches, évasion et optimisation fiscales

Ces éléments représentent au moins 80 milliards d'euros par an, dans lesquels l'évasion fiscale ne compte que pour 10 %, les deux principales "fuites" étant la fraude à la TVA et aux allocations et celle à l'impôt sur le revenu.

La réduction constatée du nombre d'inspecteurs n'est-elle alors pas contre-productive avec une réduction des coûts inférieure à l'augmentation du montant de la fraude .

Il faut (re)développer un "corps" d'inspecteurs.

Les niches fiscales ne profitent-elles qu'aux plus aisés ? Ce n'est pas si évident (aides à la conversion énergétique pour les particuliers par ex.).

Il faut lutter contre les paradis fiscaux et l'optimisation fiscale.

Fiscalité

L'impôt sur le revenu devrait être plus progressif et être acquitté par tout le monde, mais de manière symbolique pour les plus démunis.

On pourrait rétablir la taxation des œuvres d'art.

Il faudrait taxer les produits de luxe et imposer plus les revenus (au sens large : salaire, participation et autres) des grands dirigeants.

La taxation de l'alcool est une autre piste. L'exemple du tabac montre que ça marche avec, en plus, un effet bénéfique sur la santé publique.

La fiscalité actuelle favorise les grands patrons et quelques privilégiés. Il faut rétablir l'ISF.

Les aides aux entreprises finissent dans les poches des actionnaires.

Le CICE a été détourné de sa finalité, devenant une source de profit au détriment de l'incitation à l'innovation qu'il se voulait.

Il faut faire attention à ne pas se "monter" les uns contre les autres en se focalisant sur quelques avantages particuliers dont peuvent bénéficier certains (qui au total s'équilibrent plus ou moins ?) au lieu d'e réfléchir globalement.

La fiscalité devient trop lourde. Au Moyen-Âge un serf "travaillait" un mois par an pour son seigneur quand nous "travaillons" au moins 6 mois par an pur l'État. Oui, mais les services publics n'étaient pas les mêmes !

La fiscalité devrait être dans les sujets qui pourraient faire l'objet d'un référendum.

Budget

La part des intérêts de la dette pèse lourdement sur le budget. Il faut revenir à l'équilibre budgétaire (d'autres pays , comme l'Allemagne, y arrivent) pour progressivement réduire cette charge.

Une solution serait que l'État puisse créer de la monnaie au lieu d'emprunter auprès de banques privées.

Il faut créer une structure pour contrôler les dépenses. On peut imaginer un panel de gens compétents au sein duquel seraient tirés au sort des "jurés" qui, vérifieraient tout ou partie de la pertinence et du montant de certaines dépenses (mais n'est-ce pas le principe des Cours des Comptes ?).

Il faudrait un discours plus clair des politiques, avec moins de langue de bois, pour que les citoyens aient une meilleure idée de enjeux, de ce qui est réalisable ou non, à quel coût, etc. Outre une meilleure acceptation des impôts (si on savait mieux à quoi ils servent), une telle franchise permettrait aussi de mieux comprendre les différentes options et/ou solutions proposés par les différents partis politiques.

La politique actuelle du "ruissèlement" devrait être évaluée. pour que l'on sache si elle fonctionne, s'il faut l'améliorer, la changer...

Système bancaire

Les banques de dépôts et d'investissement doivent être mieux séparées.

Les banques de dépôts ne devraient pas pouvoir prêter plus que ce qu'elles peuvent garantir.

Train de vie de l'État et de ses serviteurs

Il faut revoir les systèmes de retraites et le cumul de celles-ci dont bénéficient certains anciens élus ou membres de gouvernement.

À l'inverse, le système de retraite des "simples" fonctionnaires devrait être revu pour intégrer les primes, ou revoir la proportion salaire/primes de leurs revenus. En l'état ces retraites sont minimales car les primes ne sont pas prises en compte dans leur calcul, alors que l'on observe une augmentation de leur part dans le revenu des fonctionnaires.

La multiplication des commissions, études, débats à tous les niveaux et à tout propos aboutit à des pertes de temps, des conclusions contradictoires... et une

augmentation des coûts des projets sans même être efficace. Le diable se cache dans les détails, il faut simplifier les procédures.

Mieux encadrer les va-et-vient public/privé dont usent (et abusent parfois) certains élus ou conseillers.

Privatisation et nationalisation

Les privatisations, si elles permettent ponctuellement de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État, sont plutôt une mauvaise chose à long terme nous privant d'une source régulière de revenus (cas des autoroutes, du Loto). À ce titre, privatiser les aéroports apparaît un politique à courte vue.

Aides publiques

Il ne serait pas anormal de demander aux bénéficiaires d'aides sociales de s'investir pour la collectivité en échange de l'aide reçue. Oui, mais alors où est la limite avec un emploi salarié et comment gère-t-on les éventuels problèmes de concurrence qui peuvent se poser. Non, la majorité des bénéficiaires sont des "victimes" du système, la solidarité est alors un devoir pour les autres, sans contrepartie.

Autres remarques et propositions

La robotisation peut détruire des emplois (par exemple les caisses automatiques dans les grandes surfaces). Il faudrait réguler cette robotisation "du quotidien" dont le coût pour la société est peut-être supérieur aux gains pour le "panier de la ménagère".

Il faut rétablir un "vrai" livret de Caisse d'épargne, garanti par l'État, pour aider les gens à gérer simplement, de manière visible et sans risque, au moins une partie de leur épargne.

Organisation de l'état et services publics

Administration

Le problème n'est pas tant le nombre de fonctionnaires que leur répartition. Il faut revoir les affectations pour une meilleure efficacité.

La dématérialisation facilite les démarches, mais il faut toujours quelqu'un pour traiter ces démarches. Il est alors faux de penser que cette dématérialisation permet de réduire le nombre de fonctionnaires.

Services publics

On est en train de glisser d'un système de service public (même service pour tous, sans question de différence de coût du service suivant la situation locale - démographie, géographie) à un système de service au public où l'on réduit ou supprime le service dans les zones où il est le plus coûteux.

On nous vend la privatisation en disant, qu'avec la concurrence, elle va permettre une réduction des coûts, ne marche pas. Les services privatisés ne sont pas moins onéreux.

Ce n'est pas si sûr, il n'est qu'à voir la téléphonie qui n'a jamais été aussi performante et aussi bon marché... Par contre, oui, la qualité des services de la Poste ou de France-Télécom se dégrade. On doit prendre en compte l'évolution des techniques et de notre mode de vie. Dans le cas de la téléphonie par exemple, est-il pertinent, raisonnable, supportable, de continuer à entretenir un réseau filaire ? La diminution constante du volume du courrier ne nécessite-t-elle pas une réflexion sur les missions de la Poste ?

Les services "stratégiques" doivent rester publics. On peut citer dans ces secteurs stratégiques l'eau potable, l'assainissement, la gestion des forêts (pour leur rôle de

capteurs de gaz carbonique), les communications (mais quel(s) type(s) de communication(s) ?), l'éducation, la santé...

L'eau est un enjeu de demain, sa gestion doit rester dans le domaine public. Oui, mais se posent des problèmes de compétences et d'économie d'échelle. Une commune de moins de 100 habitants (20 % des communes des Alpes-de-Haute-Provence) a-t-elle les compétences et les moyens de gérer son adduction d'eau potable et son assainissement ?

Dans cette logique de maîtrise de certains secteurs clés, une part de la production agricole devrait être "programmée" pour garantir un part d'autosuffisance.

Il faut responsabiliser les agents de l'État en "personnalisant" les missions, les outils, les territoires. Ainsi, l'agent se sent plus responsable de sa mission et des moyens que lui alloue la collectivité pour la réalisation de celle-ci et parallèlement, le public identifie mieux le responsable d'une mission et peut plus facilement échanger pour comprendre les difficultés que rencontre celui-ci.

On observe une dégradation inquiétante du principe de gratuité des soins. Si le principe de l'accès universel aux soins reste remarquable (et à préserver), on ne peut plus se soigner si on n'a pas une mutuelle.

L'éducation est un autre domaine où les choses se dégradent. La part croissante des vacataires ou contractuels empêche la mise en place de projets éducatifs dans le temps, et les lois sont trop strictes sur les possibilités d'adaptation locale de ces projets éducatifs. Ces deux éléments nuisent à la qualité de l'éducation. Mais cette dégradation progressive est en partie à mettre à notre charge car nous ne nous mobilisons pas assez pour faire entendre nos attentes et proposer des alternatives. On connaît des exemples où une mobilisation réfléchie et coordonnée de différents acteurs locaux (équipe pédagogique, parents d'élèves, élus locaux, associations) a permis de trouver des solutions à certains problèmes.

Bassins de vie

Le manque d'implication des habitants, principaux concernés, peut aussi être souligné dans d'autres domaines où les élus ou représentants associatifs se retrouvent bien souvent trop seuls à aller défendre les intérêts de leurs administrés ou adhérents à Digne, Gap ou Marseille.

Dans la spirale de la "désertification des territoires ruraux, il faudrait au moins arriver à préserver l'existant, qu'il soit public ou privé (petits commerces).

On en vient à repenser au discours de J.-F. Kennedy. Si on peut attendre de l'État, il faut aussi que l'on se demande si, localement au moins, nous n'avons pas à nous impliquer plus pour façonner un cadre et un mode de vie qui répondent à nos attentes.

Organisation de l'État

Il ya trop de conseillers dans les ministères, à l'Élysée ou à Matignon, dont on ne sait pas à quoi ils servent et dont l'intérêt n'est pas évalué (cf. affaire Benalla).

Il faut distinguer Administration, où le système français de continuité du service public est une bonne chose, et la nébuleuse qui gravite autour des élus et membres du gouvernement (remarque précédente).

Échelons administratifs

Le "millefeuille" actuel pose plusieurs problèmes. Découpage des structures ne tenant pas toujours compte des "bassins de vie", compétences mal distribuées. Il faut revoir tout ça, en particulier par plus de décentralisation des prises de décision et redistribuer certaines des compétences régionales aux départements. En région PACA, comment peut-on imaginer gérer les problèmes, bien différents, des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône ou des Alpes-de-Haute-Provence de la même manière... à Marseille.

Il faut donc revoir les regroupements actuels. Si ceux-ci sont indispensables, ils doivent rester à échelle humaine et prendre en compte la situation socio-économique des territoires.

Le fossé s'élargit entre métropoles et territoires ruraux. Dans la situation actuelle, on a l'impression que les métropoles ne sont plus solidaires des territoires ruraux. Les uns ne peuvent pourtant pas vivre sans les autres.